

# Communiste S

Lien d'échanges, de communications, édité par des militant(e)s du Parti Communiste Français

N° 12



Février 2005

## PARTI COMMUNISTE Français

### Parti du mouvement, de la transformation radicale et sociale.

Soit nous mettons notre ambition de transformation sociale en sourdine, soit nous nous employons à l'assumer. Soit on s'abandonne au libéralisme, soit on le combat. La question est sur la table.

Faut-il accepter l'ordre établi du capital, du libéralisme comme le fait le PS en niant la réalité de la lutte des classes ?

Cette question est posée à propos du projet de constitution européenne, à propos de la place des citoyennes et citoyens dans l'élaboration d'un projet politique, à propos de leur participation au pouvoir.

Le danger serait de considérer le rapport de forces comme figé et de continuer d'être dans une situation de dépendance, d'allégeance à l'égard d'un parti socialiste hégémonique, d'être l'aile gauche d'une gôche social - démocrate, libérale.

Nous réfutons sans ambiguïté cette voie sans issue.

Rassemblement, union sur un projet de transformation radicale et sociale bien ancré dans les couches populaires, voilà ce que nous voulons. Alors qu'une fois de plus, le consensus s'exerce entre le medef, l'UMP et le PS qui appellent à instituer pour des décennies une politique libérale en Europe.

La montée du mouvement social ces dernières semaines est porteuse d'espoir. Elle témoigne de la volonté d'une transformation réelle et profonde de notre société. En menant une campagne résolument anticapitaliste, capable de regrouper largement tous ceux qui en sont victimes, l'exigence d'une stratégie claire s'impose. Or ce n'est pas le cas.

La direction du parti ne contribue pas à cette clarté lorsqu'elle déclare : " Il n'y a pas d'alternative permettant de battre durablement la droite si toute la gauche ne se rassemble pas sur un contenu transformateur. "

Cette déclaration suggère que le PS a un contenu transformateur alors que ses actes, lors de son dernier passage au gouvernement, démentent totalement cette affirmation.



**NON** A la constitution  
**AU CAPITAL**

"Quand on est de gauche, on vote NON". Or le PS, à plus de 60 % appelle à voter oui. **Ce oui socialiste prouve que ce parti refuse la rupture avec le capitalisme.**

Le PS n'est pas prêt à changer d'orientation. La preuve par Hollande : " C'est autour de la ligne du P.S. que nous rassemblerons la gauche, pas sur une autre ligne". Voilà comment le PS comprend l'union de la gauche.

Les communistes doivent montrer, faits et déclarations à l'appui, que l'alternance et la mystification droite/ gôche sont là pour camoufler le rôle de pion du PS au service du système capitaliste.

Il est urgent d'entreprendre une nouvelle avancée pour un communisme efficace face au capitalisme d'aujourd'hui. Nous voulons doter notre société d'une force de transformation sociale.

**Ce combat nécessite un engagement militant déployé. Il est essentiel à notre but et vital pour notre peuple.**

Le Collectif P.C.F. 17

## Le NON de la CGT : une preuve de son indépendance, de sa démocratie et de son caractère de classe.

La CES (Confédération Européenne des Syndicats) à laquelle est affiliée la CGT avait approuvé le projet de traité constitutionnel. La CES, composée en grande partie de syndicats officiellement liés à des partis politiques sociaux-démocrates voire sociaux-libéraux s'était prononcée avant même que les syndicats n'aient commencé à discuter. Certains dirigeants de la CGT n'avaient rien eu à redire • dans des tribunes libres, sur le site Internet de la CGT, sur les plateaux de télévision, ils mettaient en avant les hypothétiques vertus du traité.

Le CCN (Comité Confédéral National) de la CGT qui réunit l'ensemble des fédérations et des unions départementales s'est prononcé massivement pour le rejet du traité Giscard soutenu par le medef.

En répondant à l'attente d'une majorité de syndicats, le "parlement" de la CGT a affirmé son indépendance, son droit à juger, à décider.

**OUI, s'opposer au social libéralisme à la sauce Blair, Schroeder et Hollande, est bien la marque de l'indépendance de la CGT.**

Par ce vote, la CGT rejoint naturellement FO, la CFTC, SUD, la Confédération Paysanne, et sans doute prochainement la FSU. C'est sûr : elle ne rejoint pas la CFDT. Mais cette dernière nous a largement démontré, lors des mouvements revendicatifs sur les retraites, la décentralisation et la sécurité sociale que son indépendance vis à vis de Raffarin et du medef n'est qu'un leurre.

Certains dirigeants de la CGT, mauvais perdants, parlent "de graves carences en matière de démocratie interne". ( *Le CCN était réuni pour donner la position de la CGT sur le traité. Si la discussion à la base n'était pas achevée, il fallait annuler la réunion du CCN* ).

Dans mon syndicat (et dans bien d'autres !), la discussion a eu lieu : elle a abouti à un rejet total du traité qui a été transmis à ma fédération. Cette dernière a joué pleinement son rôle en collectant les avis. Elle était donc bien fondée à prendre la position d'un rejet du traité.

Mais pourquoi, dans la NVO, la revue hebdomadaire de la CGT, le silence a-t-il été total sur le Traité ?

**Pourquoi pas de tribune de discussions ?**

Pourquoi l'Union Départementale 17, avec les unions locales, n'a pas recensé l'avis de tous les syndicats ? ( *Le vote de responsables de notre région contre la motion du CCN est-il plus "démocratique" que celui de ceux qui ont voté pour ?* ).

La démocratie syndicale est un exercice difficile. La critiquer, quand l'avis majoritaire n'est pas le sien, est trop facile surtout quand on ne l'a pas totalement fait vivre.

En se prononçant pour le rejet du traité, le CCN a confirmé dans les faits qu'il n'était pas un béni oui-oui : **La démocratie dans la CGT n'est pas un vain mot, sa culture n'est pas figée par le suivisme.** On peut rappeler que les salariés d'EDF GDF avaient refusé un accord défendu ardemment par le secrétaire de la fédération CGT de l'énergie **D. Cohen**. A la CGT, les paroles des dirigeants, même les plus hauts, ne sont pas paroles d'évangile.

**On n'adhère pas à la CGT pour la fermer !** Sur le

terrain, face au patron, les militants CGT sont habitués à analyser, discuter, rassembler, décider, agir, dire NON quand il le faut. Les élections professionnelles sont toujours là pour leur rappeler leurs éventuelles défaillances et erreurs.

Si les secrétaires des fédérations professionnelles et des UD ont refusé massivement le traité, c'est parce que tous les jours, les services publics sont attaqués, les délocalisations

organisées, les conditions de travail aggravées, le code du travail mis en pièces, la sécurité sociale démembrée, les retraites dévalorisées.

Ce recul des droits sociaux, mis en place par Raffarin, commis du medef, serait légalisé par le traité constitutionnel : Le sommet de Barcelone, signé en 2002 par **Chirac et Jospin**, n'a-t-il pas programmé le recul de 5 ans du départ en retraite et la marchandisation de l'énergie ?

**La CGT, syndicat de classe et de masse qui a pour but de défendre tes intérêts moraux et matériels des salariés en France, en Europe et dans le monde, se devait de dire NON au traité Giscard qui conforte l'ultra libéralisme.**

Elle l'a fait : c'est une bonne chose.

Francisco Granados.



## Cuba résiste et fait la différence

Le 28 octobre dernier, pour la treizième fois, l'assemblée générale de l'ONU a condamné le blocus américain contre Cuba (renforcé par les dispositions Torricelli et Helms-Burton) (1). Par 179 votes contre 4 : celui des États-Unis, d'Israël, des îles Marshall (un paradis fiscal) et de la Micronésie (19 000 habitants).

A Cuba, Béatriz Roque, membre de la « société civile », s'est félicitée de la poursuite de l'embargo, « seul moyen d'obtenir une transition vers la démocratie ». Et ces gens-là s'étonnent de ne pas être portés en triomphe dans les rues de La Havane !

Le vote de l'ONU a été à peine mentionné dans la presse, qui a consacré ses titres à la libération de plusieurs opposants. Ils ont déclaré n'avoir subi aucun sévice. Le même jour, la Croix-Rouge constatait « des formes de torture » à Guantanamo Bay. Et si Raul Rivero et ses amis ont été correctement traités, ce n'est pas le cas des cinq Cubains maintenus au secret à Miami. Leur crime ? Avoir infiltré les organisations terroristes qui s'entraînent à l'arme lourde en Floride et planifient les attentats. Leurs activités n'ont rien de folklorique : en 1997, les attentats à La Havane ont tué plusieurs personnes. Cubains et touristes.

C'est dans ce climat d'attentats et d'agressivité renouvelée de la part du voisin du Nord que les opposants qui conspiraient avec la section des intérêts américains avaient été jugés et emprisonnés. Un contexte passé sous silence.

**S'agissant de Cuba, la disproportion de l'information est la règle.** On tient le registre des emprisonnés, on donne leur bulletin de santé, autant de nouvelles qui dissimulent l'essentiel : sous le nez de l'empire, 11 millions de personnes aux prises avec les difficultés quotidiennes choisissent de résister. Depuis 1868, quand Carlos Manuel de Cespedes proclama la liberté des esclaves, en passant par 1898, date d'une indépendance chèrement gagnée mais frustrée, et par 1959, ce qui est en jeu c'est bien la souveraineté d'un peuple, sa volonté d'être un pays et non une colonie.

« *Cela se terminera dans un bain de sang* », disait-on à Paris en 1990. Le camp socialiste s'effondrait et pour Cuba ce n'était que question de temps. À la fin des années quatre vingt, l'ordinaire des Cubains ne se résumait plus aux produits de la Libreta.

Mais c'est à nouveau le manque de tout : de nourriture, de pétrole, de travail, de transport. La perte de 35 % du PIB, de 80 % des échanges commerciaux, et l'effondrement de l'économie.

En prime, l'isolement. Les Sandinistes avaient perdu les élections. Ce pays en guerre contre les mercenaires des États-Unis avait donné toujours plus de preuves de démocratie : économie mixte, liberté de la presse et des partis d'opposition, élections libres. Mais l'agression durait et les Nicaraguayens avaient fini par acheter la paix avec un bulletin de vote.

Tant d'observateurs, tant d'exigences démocratiques quand le pays de Sandino se rêvait souverain ! Retombé dans l'oubli aujourd'hui. Il ne s'y passe plus que des choses banales : corruption, dénutrition, analphabétisme, et les gosses s'y disputent à nouveau dans les décharges d'ordures nourriture, cartons et boîtes de conserve.

Il y a eu beaucoup de sang depuis, mais pas à Cuba. Dans une Amérique latine à nouveau changeante - voyez frétiller les compteurs de démocratie pointés sur le Venezuela, le Brésil, l'Uruguay, l'Equateur, l'Argentine -, Cuba est toujours là.

Les millions de touristes qui vont et viennent librement dans l'île -discutent à tous les coins de rue, constatent que l'on y vit, que l'on y écrit, que l'on peint, que l'on danse et que l'on fait aussi la fête.

Certes on y vit durement, et ce n'est pas parce qu'ils savent que la vie est bien pire dans 87 pays et si près d'eux que les Cubains l'endurent. En rouspétant, en critiquant : les spécialistes du micro-trottoir et des enquêtes au café du commerce s'en donnent à cœur joie. Chaque jour sonne le glas du régime, on vous le dit. Cela dure depuis quarante-cinq ans...

Cela dure parce que trois générations défendent la révolution : celle qui a connu l'époque de Batista ; celle des enfants qui ont vu les conditions de vie s'améliorer puis empirer ; celle des petits-enfants pour qui la santé, l'éducation gratuite, les livres, le cinéma, les concerts à prix « offerts » sont une normalité.

Ces Cubains subissent la pénurie mais aussi les tâtonnements, les réajustements du gouvernement forcé de réagir au coup par coup à l'agressivité des États-Unis. Malgré les incompréhensions ou les désaccords, ils n'ont jamais remis en cause leur adhésion à la Révolution.

Si résiste ce peuple rebelle, que personne n'a jamais fait taire - même pas Batista -, c'est dans le mouvement de sa propre société qu'il en trouve les raisons.

Cuba n'est pas un laboratoire où l'on expérimenterait une société parfaite dans des conditions idéales. C'est une œuvre humaine, pleine d'erreurs certes mais qui porte loin ce vieux rêve de l'humanité : bâtir un monde où Liberté, Égalité et Fraternité ne seront plus de vains mots. Aujourd'hui plus que jamais où triomphe partout la force de l'argent.

Cuba résiste et fait constamment la différence. La restructuration de l'industrie du sucre (fermeture de 70 des 150 centrales) aurait produit chez nous un séisme social. Au lieu de licencier brutalement cent mille travailleurs - selon les très démocratiques méthodes de nos si exemplaires démocraties -, le gouvernement a pris la peine de les réunir, de les consulter, de modifier ses plans, de les reconsulter. Des milliers de réunions avec Fidel Castro et les ministres, et aujourd'hui maintien des salaires, reconversions des usines et des milliers d'ouvriers de retour à l'école.

À la fin des années quatre-vingt une partie de la jeunesse déscolarisée et désœuvrée cherchait sa place. Dans les concerts, place de la Révolution et ailleurs, des milliers chantaient « Guillaume Tell, le temps est venu de me céder l'arbalète ». C'est avec eux que Cuba s'est dotée d'une « force de solidarité sociale » présente dans tous les quartiers. Plus de 21 000 travailleurs sociaux ont déjà été diplômés. Sept mille autres sont formés tous les ans. Cette force de solidarité s'attaque au problème des inégalités qui perdurent dans la population noire.

150 000 jeunes adultes de dix-sept à trente ans ont repris des cours de «perfectionnement intégral». Cette seconde chance a déjà permis à 48 446 autres d'accéder à l'université. L'informatique étant enseignée dès le primaire, 13 000 professeurs ont été formés, et 3 000 animateurs culturels. Ceux qui reprennent les études grâce à ces programmes peuvent entrer dans l'un des 938 centres universitaires répartis dans 169 villes.

Bien sûr certains s'exilent. Mais on oublie ces milliers d'enseignants et de médecins qui, depuis que la Révolution existe, aident les peuples pauvres à apprendre à lire, à se soigner. Dans le bidonville de Soweto le médecin est cubain. Au Venezuela, où l'élite médicale opposée au président Chávez laisse crever les gens, ce sont des Cubains qui soignent et vaccinent.

Ils sont 25 000 à travailler, ni pour l'argent ni pour la gloire, dans les pays les plus déshérités du monde. 450 pour la seule Haïti. Librement exilés et toujours de retour. À cause de la petite différence de leur île : « *En ce moment je gagne deux ananas par mois. Alors oui parfois je rêve de partir. Mais quand je vois les enfants de ma rue je suis fier d'être cubain.* » C'est ce que disait Pedro Albaladejo, « chirurgien internationaliste », mort à Quito en 1998.

Les hôpitaux en pleine rénovation ont accueilli 17 000 enfants malades de Tchernobyl. En France nous en avons soigné quelques dizaines. Cela ne se dit pas, cela ne s'écrit pas, mais les plus pauvres le savent. C'est l'une des raisons pour lesquelles Aleida Guevara, qui fut médecin au Nicaragua, voit flotter dans les manifestations du monde entier le portrait de son père, celui d'une révolution toujours jeune.

C'est un pays en difficulté, toujours dénigré et aussi menacé que s'il représentait une menace mondiale, qui réussit cela. **Il ne faut pas que cela se sache. Cela risquerait de déranger la pensée unique en marche qui veut nous faire croire que Cuba est une tyrannie et Fidel Castro un dictateur pour nous affaiblir.**

Car c'est de nous qu'il est question. Défendre Cuba ce n'est pas seulement défendre la santé et l'éducation gratuite, la médecine solidaire, la culture généralisée, la recherche pionnière, tout en déplorant la rareté de l'essence, les coupures d'électricité, l'exécution d'un délinquant, l'emprisonnement de Rivero.

Défendre Cuba c'est reconnaître cette société différente qui, malgré les choses que nous n'approuvons pas, refuse de se vendre et de renoncer aux valeurs que nous avons toujours défendues.

C'est pour cette petite différence-là que 11 millions de Cubains résistent. C'est leur choix et leur droit absolu. L'ignorer, c'est refuser de reconnaître leur conscience politique, leur suprématie morale. Ils nous soutiennent bien plus que nous ne les soutenons, car ce qui se joue là-bas, ce qui s'écrit là-bas -quelle que soit la fin de l'histoire - relève de la dignité, du grand espoir et de l'honneur de l'humanité.

Maité Pinero, ex-correspondante de l'Humanité à La Havane.

(1) *L'île est interdite d'accès aux marchés internationaux, aux crédits, et paye de 30 % à 50 % plus cher les denrées importées, surcoût dû au fait que les navires qui accostent à Cuba sont interdits d'accès aux ports des Etats-Unis durant six mois. La banque suisse UBS s'est vu infliger une amende de cent millions de dollars pour avoir accepté des transferts de fonds cubains.*

### Banco Marie-George !

*Lettre ouverte à la secrétaire nationale*

En écoutant tes propos, jeudi 27 janvier 2005, lors du meeting à La Rochelle, j'ai relevé des éléments fort intéressants dans ton analyse de la situation politique française. Je t'ai trouvée plus confuse lorsque tu as évoqué ce que tu nommes la "gauche". Je pense d'ailleurs que cette ambivalence de propos risque à terme d'entraîner une contradiction, qui à mon avis, ne pourra être résolue que par un retour aux valeurs du communisme.

Concernant ton analyse de la situation politique française, je partage ton avis quand tu ranges dans la même famille libérale aux ordres du capitalisme mondialisé, l'UMP, l'UDF, les dirigeants du PS et le medef, au regard de leur positionnement favorable concernant le traité constitutionnel ultra-libéral de Giscard!

Je partage ton avis lorsque tu dis que certains au PS prétexteraient le texte du traité éventuellement adopté, pour ne pas faire une politique favorable aux salariés, en cas de retour aux affaires en 2007 !

Je partage ton avis lorsque tu dis qu'un gouvernement de gauche se devrait d'agir pour que les entreprises publiques récemment privatisées ou en voie de l'être, retrouvent leur entité d'entreprises à 100 publiques.

Tes propos concernant les dirigeants du PS et leur politique clairement et plus que jamais libérale, ont convaincu nombre de communistes qu'une alliance avec ce parti, fervent défenseur du capitalisme mondialisé, n'était plus possible.

Par son positionnement favorable au traité constitutionnel, le PS a définitivement choisi le camp du capital. Le Parti Communiste doit indéfectiblement choisir celui des travailleurs et du peuple.

Et c'est justement parce que je partage ton analyse sur tous ces points que je ne comprends pas que tu parles encore de la "gôche". Qu'entends-tu par ce terme, on ne peut plus flou ?

Est-ce pour, une fois la bataille du NON terminée, préparer psychologiquement les communistes et orienter la stratégie du Parti vers de nouvelles alliances avec le PS, afin de sauvegarder des postes, en oubliant les discours d'aujourd'hui ?

Si tel était le cas, sache qu'un très grand nombre de communistes ne tolérerait pas que les valeurs du Parti Communiste, la volonté des travailleurs et des exclus soient à nouveau sacrifiées sur l'autel de la lutte des places!

C'est pourquoi, je pense que la classe ouvrière n'a pas besoin de cette "gôche" mais d'une gauche avec un Parti Communiste fort, clair sur ses positions de classe et sans concession à l'égard de ceux qui à "gôche", législature après législature, trahissent les travailleurs sans une once de regrets.

C'est ainsi qu'à mon avis l'espoir renaîtra, que le Parti Communiste se renforcera pour battre durablement les formations politiques aux ordres du capital et que l'extrême droite sera ramenée à sa portion congrue. Alors, banco Marie-George !

Bruno Bonin.

## Quelques remarques du Professeur Oulianou

### *Impôts régionaux (1)*

En Picardie, Maxime Gremetz a refusé de voter l'augmentation de 30 % des impôts régionaux. Le Président socialiste, soutenu par certains élus communistes !!!, lui a retiré sa délégation.

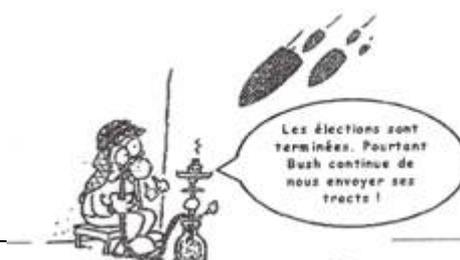
### *Impôts régionaux (2)*

Dans le Nord-Pas-de-Calais, les élus communistes n'ont pas voté l'augmentation des impôts. Le Président socialiste, n'a pas eu à leur retirer leurs délégations. Normal. Les communistes, dans cette région, n'en ont pas : ils ont refusé de faire partie de l'exécutif.

### *Gros mot !*

Dans l'Huma du 2 février, les lecteurs ont pu lire sous la plume de C. Fleury : " ..Depuis ce jour où des détachements de l'armée russe (!) sont entrés dans Auschwitz... ".

Soit la journaliste est bien jeune, soit elle n'a pas de mémoire. .. A moins que le mot **soviétique** ne soit devenu un gros mot.



Les Cotisations et indemnités d'élus du Collectif Communistes PCF 17 servent à l'édition de :

**Communiste S**  
N°3  
1er Janvier 2003

OFFENSES CONTRE LE CAPITAL  
PERSISTANTES DANS L'AVANT

**Communiste S**  
N°5  
Juin - Août 2003

ÉCHÉANCES ÉLECTORALES 2004,  
QUEL PROJET ? QUELLE STRATÉGIE ?

Par les élections municipales 2004  
l'objectif de notre parti se situe sur le  
niveau de la lutte "class" et non  
sur le niveau de la lutte "politique".

**Communiste S**  
N°10  
Août 2004

Continuation européenne : Vers un référendum

Si les élections n'ont pas permis de déboulonner Raffarin, elles auront  
eu au moins un résultat historique : le président de la République, dans une  
situation du 14 juillet, a annoncé que la constitution européenne serait  
soumise à référendum.

Les paroles de la constitution  
européenne étonnent. Lors d'une  
procédure simplifiée à l'été, que les  
français se voient jamais eux-mêmes  
leur sur parole, on envisage la révision de  
Congo. Comme quel "l'européen" comme  
bien évidemment sans respect de la loi!

Il est évident que les paroles les  
plus révélatrices de cette procédure  
dans notre histoire, c'est la Constitution  
et notamment la partie de la souveraineté  
régionale, nationale, internationale  
et la politique.

Le projet de  
constitution européenne  
qui a été adopté le  
19 juin au dernier  
congrès de la gauche  
socialiste. La gauche  
socialiste a voté en faveur  
de la constitution européenne  
et de la demande  
de Tony Blair - et de l'absence  
de la gauche socialiste. On connaît la  
suite politique tragique. On connaît la  
situation actuelle de la gauche de gauche.

La future constitution européenne, à la demande  
de la présidence de la Banque Centrale  
Européenne, le président qui gèle les prix,  
stabilité qui gèle les prix, le monde de  
ceux qui ne travaillent pas, les pays riches  
devant dégrader le "système budgétaire", c'est  
à dire regarder sur leurs dépenses  
publiques. Au total donc, ce  
texte est une véritable machine  
de guerre contre les peuples.

Mais quel sera le rôle  
de cette constitution européenne  
dans la vie des peuples?  
C'est une véritable machine  
de guerre contre les peuples.

Le projet de  
constitution européenne  
qui a été adopté le  
19 juin au dernier  
congrès de la gauche  
socialiste. La gauche  
socialiste a voté en faveur  
de la constitution européenne  
et de la demande  
de Tony Blair - et de l'absence  
de la gauche socialiste. On connaît la  
suite politique tragique. On connaît la  
situation actuelle de la gauche de gauche.

**NON**

**la lettre Communiste**  
N°1  
1700 La République 1700

Contenu de la lettre  
N°1  
1700 La République 1700

**la lettre Communiste**  
N°1  
1700 La République 1700

NON A UNE CONSTITUTION EUROPÉENNE  
1700 La République 1700

**la lettre Communiste**  
N°1  
1700 La République 1700

**LE MANIFESTE**  
N°1  
1700 La République 1700

1700 La République 1700

**LE MANIFESTE**  
N°1  
1700 La République 1700

CommunisteS - 15 numéros  
Dont 3 spéciaux, à usage interne  
Par les CommunisteS du  
Département

La lettre Communiste - (25 lettres)  
Lien de communications, documents.  
A usage interne du collectif PCF 17

Le manifeste - expression externe  
Du collectif PCF 17  
N° 0, 1, 500 ex - n°1, 3, 500 ex  
N° 2, 2, 500 ex - n° 3, 3, 500 ex

**RM - PCF**  
MOBILISATION POPULAIRE  
CONTRE LE  
FASCISME  
UTILISONS LE BULLETIN  
CHIRAC  
CONTRE  
LE PEN

**CONTRE L'ETAT**  
Chirac Raffarin Sarkozy  
A la solde du  
MEDEF  
**RESISTANCE!**  
LES AMIS DU MANIFESTE COMMUNISTES  
COLLECTIF PCF 17

**NOUS DISONS**  
**NON**  
A la Constitution  
Européenne  
A l'Europe mastrichienne, supra nationale  
du chômage, de la déréglementation et des privatisations

**170 ANS**  
**Le Manifeste**  
Journal communiste  
**A UN AN**

Première affiche 2000 ex

60x80 - 1000 ex  
40x60 - 2000 ex

60x80 - 1000 ex  
affichettes - 2750 ex

en cours d'impression  
500 ex

Un tract a été également édité et distribué dans les quartiers populaire et les entreprises en avril et mai 2004  
« que cache la constitution EUROPEENNE » soirée débat du 18 mai 2004 avec André GERIN député PCF -  
2750 exemplaires.  
Des communistes ont assisté à plusieurs réunions et rencontres de Communistes en France  
2 autres affiches sur le NON à la constitution sont en cours.